

4.4 Quelques commentaires au sujet des échanges et du PIB

À la section 2.1 consacrée à la définition des blocs commerciaux, il a été question de l'apparente contradiction qui consiste à envisager les blocs comme étant une menace à la libéralisation multilatérale s'ils comportent une intégration régionale, tout en niant que les pays constituent eux-mêmes des blocs. L'objection est qu'il s'agit d'une distinction arbitraire qui devient de plus en plus nébuleuse à mesure que l'Europe se rapproche d'une union économique intégrale. Dans un certain sens, les États-Unis ont accompli une union économique intégrale *avec eux-mêmes* et, en tant que bloc, forment la plus importante économie au monde.

Dans cette perspective, il est intéressant de noter que les importations américaines en provenance du reste du monde exprimées en pourcentage de son PIB n'ont cessé de fléchir sous le niveau des importations extra-régionales européennes, jusqu'en 1986 (graphique 12)⁶². Cela indique que, jusqu'en 1986, l'Europe, considérée comme un bloc commercial, formait une économie plus ouverte aux échanges internationaux que les États-Unis lorsqu'ils sont considérés également comme un bloc commercial⁶³. Le ratio des importations extra-régionales par rapport au PIB de l'Asie était également plus élevé que celui des États-Unis, et ce, de façon soutenue. Si l'Europe effectue un plus fort volume d'échanges à l'extérieur de sa région que les États-Unis, alors il y aurait lieu de réévaluer l'inquiétude soulevée par la « forteresse européenne ». Si l'Europe avait formé un seul pays, elle aurait commercé une plus grande proportion de son PIB, en moyenne, que les États-Unis durant la période de référence. Selon ce paramètre, l'Asie est aussi un commerçant plus actif que les États-Unis. Bien que cette mesure ne soit pas un indicateur de l'existence de blocs

⁶² Le bris dans la continuité survenu en 1986 s'explique par la conjugaison de deux effets distincts qui ont agi simultanément sur le PIB et les importations pour réduire le ratio de l'Europe par rapport aux États-Unis. Le premier effet découle d'une baisse de la devise américaine comparativement aux devises européennes liées à la mise en oeuvre de l'Accord du Plaza de 1985. L'effet sur les devises a pour conséquence de provoquer l'accroissement de la valeur des importations intra-européennes, dont les prix sont établis en devises européennes, lorsque ces prix sont convertis en dollars US (ainsi, des importations valant 10 000 schillings autrichiens auraient été converties à une somme de 4 830 \$ US en 1985, mais la même valeur en schillings aurait valu 6 550 \$ US en 1986). Il en résulte que la part intra-européenne, soustraite des importations mondiales totales pour obtenir le numérateur du ratio, est plus élevée, tandis que le numérateur et, donc, le ratio sont moins élevés qu'ils l'auraient été autrement. En outre, le PIB des États européens est plus élevé en 1986 qu'en 1985, lorsqu'il est exprimé en dollars US, par suite de la variation survenue dans les taux de change. Même si le PIB nominal évalué dans la devise du pays n'a pas changé, il est devenu plus élevé une fois exprimé en dollars US, ce qui a donné un dénominateur de ratio plus élevé et un ratio plus faible que ceux qui auraient été calculés autrement. Pour compliquer les choses davantage, ces effets des taux de change sont survenus en même temps qu'une variation dans le prix du pétrole. En 1986, le prix du pétrole a dégringolé à la moitié du prix de 1985 (passant de 26,98 \$ US à 13,82 \$ US). Une chute du prix du pétrole entraîne inévitablement une diminution des importations extra-régionales exprimées en valeur absolue. Comme l'Europe est particulièrement tributaire de pays non européens pour le pétrole, dont l'Arabie saoudite, la conjoncture a provoqué, pour l'Europe, une diminution du ratio des importations extra-régionales par rapport au PIB.

⁶³ Il est à remarquer que bien que l'accent soit mis surtout sur la « forteresse européenne », l'Asie a également adopté ce modèle de plus grande « ouverture ».